



HAL
open science

Face aux flics : la politique sécuritaire et les manifestations contre la police dans le ghetto noir de Chicago, 1943-1969

Elsa Devienne

► **To cite this version:**

Elsa Devienne. Face aux flics : la politique sécuritaire et les manifestations contre la police dans le ghetto noir de Chicago, 1943-1969. 2015, pp.45–62. 10.3917/ving.128.0045 . hal-01640450

HAL Id: hal-01640450

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-01640450>

Submitted on 19 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA POLITIQUE SÉCURITAIRE ET LES MANIFESTATIONS CONTRE LA POLICE DANS LE GHETTO NOIR DE CHICAGO (1943-1969)

Andrew Diamond, traduit de l'anglais par Elsa Devienne

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* »

2015/4 N° 128 | pages 45 à 62

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724634358

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-4-page-45.htm>

Pour citer cet article :

Andrew Diamond, traduit de l'anglais par Elsa Devienne « La politique sécuritaire et les manifestations contre la police dans le ghetto noir de Chicago (1943-1969) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2015/4 (N° 128), p. 45-62.
DOI 10.3917/ving.128.0045

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La politique sécuritaire et les manifestations contre la police dans le ghetto noir de Chicago (1943-1969)

Andrew Diamond

À Chicago, les années 1960 ont été un moment crucial de reformulation des luttes pour la justice raciale. Comme le montre Andrew Diamond, la lutte contre les violences policières envers les habitants noirs de la ville s'est imposée après des décennies d'attaques conjointes de la police et des Blancs racistes. Elle a significativement modifié le militantisme noir dans les villes, sans être vraiment productive.

Le 13 septembre 1967, des dizaines d'officiers de la police de Chicago affrontèrent une centaine de jeunes Noirs devant le lycée de Forrestville, situé dans le quartier de Kenwood dans le South Side. La veille, au même endroit, une jeune lycéenne de dix-huit ans avait été rouée de coups par des policiers alors que ces derniers tentaient d'arrêter un groupe de militants des droits civiques associés au Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC, Comité étudiant non violent de coordination) pour « incitation à l'émeute ». Le lendemain, un tract distribué dans l'établissement annonçait le boycottage du lycée et la tenue d'un meeting de rue (*street rally*) ce même après-midi, dans un lieu de rassemblement du quartier appelé The Wall, au niveau de la 43^e Rue et de Langley Avenue. « LA POLICE A TABASSÉ

DES FRÈRES ET DES SŒURS NOIRS AU LYCÉE DE FORRESTVILLE », pouvait-on lire sur le tract, « COMBIEN DE TEMPS ALLONS-NOUS ACCEPTER CELA¹ ? » Le meeting attira une foule en colère de plus de cinq cents lycéens, et le département de police de Chicago (CPD), qui était cette fois bien mieux préparé, envoya trois cents agents sur place. Alors que plusieurs personnes prenaient la parole pour dénoncer la brutalité policière (parmi lesquelles un militant du quartier qui se réclamait du Black Power et qui reprocha aux habitants leur « apathie »), la foule commença à s'agiter. Plus tard dans la soirée, la colère se fit violente ; une bande de jeunes se mit à jeter des pierres sur les policiers, qui commencèrent alors à repousser la foule des contestataires, matraque à la main. Cependant, avant que la situation ne dégénère davantage, le chef de l'un des gangs les plus puissants du quartier se leva et enjoignit à la foule de se disperser. « La ville va devoir commencer à écouter les gens dans ce quartier, déclara-t-il, mais on ne veut pas que ce quartier devienne un nouveau Newark ou un nouveau Detroit. » En moins de cinq minutes, la rue était déserte².

(1) Chicago History Museum (CHM), Chicago Police Red Squad Files (CPRS), boîte 205, dossier Forrestville Disturbances, tract, 14 septembre 1967.

(2) *Chicago Tribune*, 15 septembre 1967 ; *Chicago Defender*, 15 septembre 1967.

Cet incident s'apparente à un grand nombre d'autres événements qui se déroulèrent dans les quartiers du ghetto noir de Chicago à la même époque. En effet, à partir de 1964, les militants des droits civiques de la ville cherchèrent à tirer parti du mécontentement des jeunes Afro-Américains du ghetto et commencèrent à orienter leurs actions vers un problème qui touchait une corde sensible chez les jeunes des quartiers : le traitement souvent violent, arbitraire et injuste que leur réservaient les policiers de Chicago patrouillant dans le ghetto. Comme l'atteste le nombre impressionnant de jeunes qui participèrent au rassemblement du 13 septembre 1967, cette tactique fut, par bien des aspects, une réussite : elle contribua à grossir les rangs des manifestants et elle diffusa une sensibilité insurrectionnelle dans la sphère de la vie quotidienne. Par comparaison, les grandes marches contre la ségrégation raciale organisées l'année précédente par Martin Luther King Jr., en dépit des vastes ressources mises à la disposition du leader, étaient tout juste parvenues à atteindre un niveau de participation semblable, alors même qu'elles étaient organisées à l'échelle de la ville.

Faire de la police la cible d'actions directes de protestation constituait, de fait, un changement par rapport à l'approche privilégiée lors des premières manifestations pour les droits civiques qui avaient embrasé la ville au début des années 1960. À la fin du mois de juillet 1963, le *Chicago Daily News* affirmait que la mobilisation croissante des Noirs en faveur de leurs droits civiques à Chicago était « une révolution en notre sein » et « un événement sans précédent dans l'histoire de notre ville¹ ». En effet, pendant l'été 1963, les actions menées contre les conditions déplorablement régnant dans les écoles noires se multiplièrent. Dans le quartier d'Englewood, par exemple, le Congress of

Racial Equality (CORE, Congrès de l'égalité raciale), une organisation de lutte pour les droits civiques, dans la foulée d'un *sit-in* controversé organisé au Bureau de l'éducation de la ville, entreprit de soutenir une campagne agressive menée par des parents d'élèves contre l'état scandaleux des équipements scolaires. Allongés sur le site du chantier où la ville entendait construire à la va-vite des salles de classe temporaires de mauvaise qualité, les manifestants d'Englewood furent embarqués de force par la police. Un tel spectacle offrait un aperçu du nouveau visage d'un mouvement qui semblait à même de bouleverser les fondements de l'inégalité raciale dans la « ville des vents » (*the windy city*). Cet élan se poursuivit jusqu'en octobre, quand une coalition rassemblant plusieurs organisations de lutte pour les droits civiques, le Coordinating Council of Community Organizations (CCCCO, Conseil de coordination des organisations communautaires), organisa un boycottage massif des écoles de la ville qui fut suivi par deux cent vingt-cinq mille élèves. Certains d'entre eux participèrent à des « écoles de la liberté » (*freedom schools*) installées dans des églises et des associations du quartier, où ils entonnèrent des chants de libération et discutèrent de la question des droits des Afro-Américains. Parallèlement, quelque dix mille manifestants défilèrent devant la mairie, et l'on vit des panneaux qui comparaient le surintendant des écoles de Chicago, Benjamin Willis, au gouverneur de l'Alabama, George Wallace, connu pour ses positions pro-ségrégationnistes².

(2) Pour résoudre le problème des classes surpeuplées dans les écoles noires, le surintendant des écoles publiques de Chicago (*Chicago school superintendent*), Benjamin Willis, mit en œuvre un vaste programme de rotation (certains élèves se rendant à l'école le matin, d'autres l'après-midi), puis fit construire des salles de classe temporaires en préfabriqué, surnommées les « wagons Willis ». Pour d'autres travaux sur les manifestations contre l'état déplorable des écoles noires, voir John L. Rury, « Race, Space, and the Politics of Chicago's Public Schools: Benjamin Willis and the Tragedy of Urban

(1) *Chicago Daily News*, 19 juillet 1963.

Depuis quelque temps déjà, les historiens ont modifié le récit traditionnel de la lutte des Noirs pour leurs droits civiques, qui en faisait un « mouvement » homogène, né dans le Sud des États-Unis puis importé dans les villes du Nord au milieu des années 1960¹. Ils ont notamment mis au jour les nombreux combats pour les droits civiques menés par les Noirs des centres urbains du Nord-Est et du Midwest dès les années 1940 et 1950. La période 1963-1967 a aussi constitué un grand moment d'espoir pour la cause de l'égalité raciale dans le Nord. En 1964 et 1965, le Congrès vota des lois décisives, qui interdirent la ségrégation raciale dans les lieux publics et la discrimination dans l'organisation des élections et, en 1966, Martin Luther King Jr. entama une campagne de lutte contre la ségrégation *de facto* qui persistait dans le marché du logement à Chicago. Les combats pour les droits civiques menés à Birmingham et à Selma, dans l'Alabama, avaient donné des résultats impressionnants, et il n'y avait aucune raison de penser que de telles victoires ne pourraient être reproduites dans le Nord. Pourtant, quatre ans plus tard, les militants des droits civiques à Chicago n'avaient remporté qu'un nombre limité de leurs combats contre les conditions structurelles de l'inégalité raciale dans une ville dont la stature internationale se confirmait. En effet, quand les lycéens de Forrestville sortirent dans la rue en septembre 1967, les écoles du ghetto restaient surpeuplées, sous-financées et prisonnières d'un cycle de violence sans fin. L'année

précédente, la rencontre entre Martin Luther King et le maire Richard J. Daley au sujet des pratiques discriminatoires dans le marché du logement n'avait abouti, pour reprendre les termes de Chester Robinson, l'un des leaders du mouvement des droits civiques dans le West Side, qu'à des « promesses creuses » quant à l'engagement de la municipalité à transformer le système qui avait fait de Chicago la ville la plus ségréguée des États-Unis². Ainsi, bien que le Chicago du milieu des années 1960 fût le théâtre d'un nombre sans précédent d'émeutes, de manifestations et d'actions directes de protestation, cette mobilisation historique de la population noire fut un échec puisqu'elle ne parvint pas à ébranler les principaux fondements de l'inégalité raciale. La grande majorité des actions dirigées à l'encontre des forces de police de la ville finirent de la même manière que le rassemblement de Forrestville : dans la frustration et sans avoir donné de résultats concrets.

Cet article entend mettre au jour le rôle ambigu joué par les actions de protestation contre la police dans le combat plus large pour les droits civiques à Chicago au milieu des années 1960. Si cette réorientation stratégique permit d'attirer un grand nombre de jeunes Noirs sur le terrain de l'engagement politique, elle créa finalement des divisions au sein des communautés afro-américaines et limita leur capacité à élargir leur programme d'action vers des revendications plus ambitieuses. En tant que telle, cette étude s'apparente à un nombre croissant d'études de cas menées au niveau local sur les relations entre les communautés noires et les forces de l'ordre dans les grandes villes du Nord-Est et du Midwest pendant l'après-guerre. Si la plupart de ces études insistent sur le rôle des actions contre la police dans

Education », *History of Education Quarterly*, 39, 1999, p. 117-142 ; Alan B. Anderson et George W. Pickering, *Confronting the Color Line : The Broken Promise of the Civil Rights Movement in Chicago*, Athens, University of Georgia Press, 1986.

(1) Sur le mouvement des droits civiques, deux ouvrages fournissent de riches aperçus du débat historiographique : Jacquelyn Dowd Hall, « The Long Civil Rights Movement and the Political Uses of the Past », *Journal of American History*, 91 (4), mars 2005, p. 1233-1263 ; Thomas J. Sugrue, *Sweet Land of Liberty : The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North*, New York, Random House, 2008.

(2) A. B. Anderson et G. W. Pickering, *Confronting the Color Line...*, *op. cit.*, p. 273.

l'émergence de nouvelles formes de prises de conscience et d'engagement politique dans les communautés noires des années 1950 et 1960, elles évoquent trop rarement la manière dont cette nouvelle attention accordée aux forces de l'ordre en tant que cibles de revendications politiques a transformé le fonctionnement du militantisme noir à l'échelle locale, limitant parfois sa capacité d'action¹.

Toutefois, il ne s'agit pas ici de critiquer l'action des dirigeants du mouvement des droits civiques ou d'accuser le Black Power et les partisans de l'autodéfense armée d'avoir perverti le mouvement. Quelques années seulement après la période qui vit de multiples émeutes urbaines éclater dans les grandes villes du Nord-Est et du Midwest, à la fin des années 1960, le sociologue William Gamson avait reproché aux organisations issues du Black Power telles que le Black Panther Party d'avoir commis une erreur tactique en « parlant fort tout en agitant un petit bâton » (c'est-à-dire de prôner la violence armée sans véritablement la mettre en pratique et, par conséquent, d'en souffrir les conséquences sans en tirer les bénéfices potentiels²). D'autres observateurs ont critiqué l'idéologie du Black Power pour ses tendances « nihilistes », autrement dit

parce qu'elle aurait détourné les militants noirs de la mise en œuvre concrète d'actions contestataires faisant usage de la violence³. D'autres enfin ont reproché à l'idéologie de l'autodéfense prônée par le Black Power d'avoir engendré le violent retour de bâton sécuritaire qui contribua à la montée en puissance des conservateurs au milieu des années 1960 et à l'élection, en 1968, de Richard Nixon à la présidence des États-Unis⁴. Toutefois, ces analyses ne prennent pas en considération des éléments qui seront essentiels à notre enquête : d'une part, le fait que la diffusion de l'idéologie de l'autodéfense dans les villes du Nord-Est et du Midwest était la manifestation d'une réorientation plus large vers la police en tant que cible de revendications politiques ; et, d'autre part, qu'il ne s'agissait pas tant d'un choix tactique opéré à la fin des années 1960 que d'un produit de la longue histoire des Afro-Américains de Chicago, victimes pendant plusieurs décennies de pratiques policières coercitives et d'agressions répétées dans leurs quartiers, sur leurs lieux de travail ou dans les espaces de loisirs, par des Blancs qui souhaitaient imposer par la force le maintien de la « barrière raciale » (*color line*, qui, dans la ville, séparait les espaces de vie et les activités des Blancs et des Noirs) et face auxquelles les forces de l'ordre demeuraient invariablement passives⁵.

(1) Voir, par exemple, Simon Ezra Balto, « "Occupied Territory": Police Repression and Black Resistance in Postwar Milwaukee, 1950-1968 », *The Journal of African American History*, 98 (2), 2013, p. 229-252 ; Andrew Diamond, « From Fighting Gangs to Black Nations : Race, Power, and the Other Civil Rights Movement in Chicago's West Side Ghetto, 1957-1968 », *Revue française d'études américaines*, 116, juin 2008, p. 51-65 ; Karl E. Johnson, « Police-Black Community Relations in Postwar Philadelphia : Race and Criminalization in Urban Social Spaces, 1945-1960 », *The Journal of African American History*, 89 (2), 2004, p. 118-134 ; Leonard Moore, *Black Rage in New Orleans : Police Brutality and African American Activism from World War II to Hurricane Katrina*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2010 ; Donna Murch, *Living for the City : Migration, Education, and the Rise of the Black Panther Party in Oakland, California*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010.

(2) William Gamson, *The Strategy of Social Protest*, Homewood, The Dorsey Press, 1975, p. 87.

(3) Pour une analyse des réactions au Black Power, voir Peniel E. Joseph, *Waiting « Til the Midnight Hour » : A Narrative History of Black Power in America*, New York, Holt, 2007, p. 197-201.

(4) Pour une analyse de la centralité des questions sécuritaires sur la scène politique nationale pendant cette période, voir Michael W. Flamm, *Law and Order : Street Crime, Civil Unrest, and the Crisis of Liberalism in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 2007.

(5) Cet article contribue à réévaluer le récit traditionnel qui faisait du Black Power un mouvement radical et destructeur, en rupture avec les combats antérieurs des Noirs pour l'égalité raciale. Comme l'a affirmé Robert Self, « plutôt qu'une rupture nette avec les efforts antérieurs des Afro-Américains et dont les conséquences furent dramatiques, le Black Power en était une excroissance innovante ». Voir Robert Self, *American Babylon : Race and the Struggle for Postwar*, Oakland, Princeton,

De même, la perspective adoptée dans cet article ne doit pas être interprétée comme une tentative de minimiser le rôle de la répression policière dans l'échec de la campagne menée par les organisations des droits civiques pour remettre en cause les conditions structurelles de l'inégalité raciale dans les grandes villes du Nord-Est et du Midwest¹. L'intensification de la répression policière face aux revendications des Noirs au cours des années 1960 a fait l'objet de nombreuses analyses. Parmi ces dernières, celles consacrées à Chicago ont souligné la manière dont le département de police a miné de l'intérieur et perturbé le militantisme noir jusqu'à le neutraliser presque intégralement². Chicago, comme l'a affirmé l'historien Frank Donner, pourrait faire figure de « capitale nationale de la répression policière »³. C'est en effet dans cette ville que les policiers, travaillant main dans la main avec les agents du FBI impliqués dans le tristement célèbre Programme de contre-renseignement (Cointelpro, Counter-Intelligence Program), organisèrent, au petit matin, un raid qui se solda par la mort de deux membres du Black Panther Party de l'Illinois, dont son

dirigeant, le visionnaire Fred Hampton. C'est aussi à Chicago que la Gang Intelligence Unit (GIU), une unité spéciale du département de police de la ville, sous couvert de lutter contre la violence liée aux gangs, mena une campagne de surveillance et de subversion soigneusement orchestrée de manière à déstabiliser toute organisation qui oserait s'opposer à l'ordre politique établi⁴. D'après les propres statistiques du département de police, les officiers de police passèrent un total ahurissant de 368 327 heures à contenir des « manifestations » et « perturbations » en 1967, l'année des troubles de Forrestville⁵. L'année suivante, le maire Richard Daley ordonna à la police de « tirer pour tuer » sur les incendiaires qui protestaient contre l'assassinat de Martin Luther King et, quelques mois plus tard, les escouades anti-émeutes de la police passèrent à tabac les manifestants défilant lors de la Convention nationale démocrate, ce qui amena le total annuel des heures travaillées au chiffre record de 1 311 572⁶. Un nombre disproportionné de ces heures fut passé à réprimer toutes les formes de remise en cause du maire qui émanaient des ghettos du South Side et du West Side, où les militants du Black Power menaçaient de bouleverser les petits arrangements entre Richard Daley et les « oncles Tom », c'est-à-dire ces dirigeants noirs intégrés au fonctionnement de la « machine » démocrate et qui avaient permis au maire de conserver le soutien des Afro-Américains, alors même qu'il renforçait l'isolement du ghetto et refusait à la

Princeton University Press, 2003, p. 218 ; pour une critique du même ordre de l'historiographie du mouvement des droits civiques et du Black Power, voir Peniel E. Joseph, « The Black Power Movement : A State of the Field », *The Journal of American History*, 96 (3), 2009, p. 751-776.

(1) Un certain nombre de chercheurs ont affirmé que l'intensification de la répression a contribué à étouffer les révoltes noires dans l'ensemble du pays pendant ces années de troubles dans les ghettos. Voir, par exemple, Heather Thompson, « Why Mass Incarceration Matters: Rethinking Crisis, Decline, and Transformation in Postwar American History », *The Journal of American History*, 97 (3), 2010, p. 703-734 ; Loïc Wacquant, « Deadly Symbiosis: When Ghetto and Prison Meet and Mesh », *Punishment & Society*, 3 (1), 2001, p. 95-133 ; Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1999, en particulier le huitième chapitre.

(2) Voir, par exemple, Caroline Rolland-Diamond, *Chicago : le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepse, 2011.

(3) Frank Donner, *Protectors of Privilege: Red Squads and Police Repression in Urban America*, Berkeley, University of California Press, 1990.

(4) Sur le meurtre de Fred Hampton et les activités subversives de la Gang Intelligence Unit (GIU), voir Andrew Diamond et Pap Ndiaye, *Histoire de Chicago*, Paris, Fayard, 2013, p. 323-327.

(5) Chicago Police Department, *Chicago Police Annual Report : 1967*, p. 19.

(6) Chicago Police Department, *Chicago Police Annual Report : 1968*, p. 19.

population noire de Chicago sa véritable part des ressources de la ville¹.

En dépit de cette littérature, on sait étonnamment peu de chose des dynamiques locales à l'œuvre dans le cadre de cette répression ou de l'histoire des relations entre la police et les Afro-Américains avant les années 1960. Si certains chercheurs ont démontré que les forces de l'ordre percevaient systématiquement les manifestants noirs comme plus « menaçants » que les militants blancs, ces analyses se fondent sur une étude de la presse nationale et, par conséquent, donnent une image quelque peu schématique et décontextualisée de l'affrontement entre les manifestants et la police². Une vision plus soucieuse de la chronologie et du contexte local dans lequel se jouèrent les relations entre la police et les communautés du ghetto noir de Chicago révèle que si la police a bel et bien réprimé les manifestations des Afro-Américains à l'aide de tactiques plus répressives, la réorientation par les militants noirs de leurs actions directes de protestation vers la police eut l'effet d'amplifier et d'intensifier les confrontations entre la police et les manifestants.

Les relations tendues entre le Chicago noir et la police

Si, au milieu des années 1960, la plupart des Noirs de Chicago ne faisaient plus confiance à la police pour protéger leurs droits, c'est parce que les policiers de la ville avaient maintes fois

par le passé prouvé leur complicité avec les foules de Blancs racistes qui se mobilisaient pour maintenir la « barrière raciale ». Dans les colonnes du journal noir de la ville, le *Chicago Defender*, de telles allégations devinrent de plus en plus fréquentes pendant les années qui précédèrent l'émeute raciale de 1919, quand des gangs principalement composés d'Irlandais lancèrent en toute impunité de multiples attaques contre des Noirs, près des enclos à bestiaux du South Side. Cette version des événements fut confirmée par le rapport officiel sur l'émeute rédigé par la Commission de Chicago sur les relations raciales, qui comprenait un entretien avec un officier de police nommé Dan Callahan. « Si un Noir [*Negro*] se permettait de me répondre ou d'adresser la parole à une femme blanche dans un parc, affirmait ce dernier sans hésitation à la Commission, il y aurait une foule de jeunes hommes du quartier, pour la plupart des anciens combattants, qui se procureraient des armes et se battraient à mes côtés si jamais l'incident venait à s'envenimer³. » Au moment de l'émeute, il n'était pas rare d'entendre des propos racistes de ce type dans la bouche des policiers de Chicago. En effet, l'arrivée de centaines de milliers de migrants noirs, venus du Sud en quête d'un emploi bien payé dans les usines de la région dont l'activité s'était accélérée avec la guerre, avait profondément bouleversé les frontières raciales de la ville.

Pendant les années 1920 et 1930, ces frontières restèrent relativement stables. Cependant, l'effondrement de l'économie du coton dans le Sud et le début de la Seconde Guerre mondiale déclencha une nouvelle migration encore plus importante des Noirs du Sud vers les grands centres urbains du Nord-Est et du Midwest. Au cours des années 1940, la

(1) L'historien William Grimshaw parle d'une « sous-machine » noire, c'est-à-dire d'un réseau de hauts dirigeants afro-américains qui, en échange du soutien politique de Richard Daley, lui garantissait le vote des quartiers noirs (William Grimshaw, *Bitter Fruit : Black Politics and the Chicago Machine*, Chicago, University of Chicago Press, 1995). Pour un récit détaillé de la « machine » de Richard Daley et de cette « sous-machine » noire, voir A. Diamond et P. Ndiaye, *Histoire de Chicago...*, *op. cit.*, chap. 6.

(2) Christian Davenport, Sarah A. Soule et David A. Armstrong, « Protesting While Black? The Differential Policing of American Activism, 1960-1990 », *American Sociological Review*, 76 (1), février 2011, p. 152-178.

(3) Chicago Commission on Race Relations, *The Negro in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1922, p. 451.

population noire de Chicago passa ainsi de 277 731 à 492 265 habitants, soit une augmentation de plus de 77 %¹. Alors que la pénurie de logements disponibles s'aggravait, les Noirs commencèrent à s'installer de l'autre côté de la « barrière raciale », une situation qui donna lieu à une recrudescence des violences raciales. Face aux multiples attaques lancées par des Blancs contre les Afro-Américains dans les grandes villes du Nord-Est et du Midwest, plus de cent quarante-cinq groupes interraciaux furent créés à la fin de l'année 1943. En effet, après les émeutes raciales de Los Angeles, Detroit et Harlem pendant le printemps et l'été 1943, les autorités municipales de toutes les villes du pays se préparaient au pire. À Chicago, le maire Edward Kelly mit en place à la hâte une commission officielle afin de surveiller les tensions raciales et de recommander des stratégies de maintien de l'ordre.

Cependant, si le maire souhaitait à tout prix éviter qu'une émeute ait lieu dans sa ville, les policiers de Chicago semblaient au contraire tout faire pour en déclencher une. En juillet 1943, un officier de police qui patrouillait dans la zone de Morgan Park dans le South Side abattit d'un coup de feu dans le dos un jeune Noir âgé de seize ans nommé Elmo Vasser. Dernière en date d'une longue série de violences policières commises à l'encontre des jeunes du quartier², l'affaire Vasser provoqua l'intervention de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP, Association nationale pour le progrès des gens de couleur), qui organisa un meeting dans l'église noire de Morgan Park. Le succès fut tel qu'un grand nombre de participants, selon le *Defender*, furent forcés de « s'entasser sur les

marches et sur le bord des fenêtres³ ». Si les épisodes de brutalité policière étaient monnaie courante dans le ghetto des années 1940, les attaques perpétrées par des Blancs contre des Noirs le long de la « barrière raciale », et devant lesquelles les policiers demeuraient passifs, étaient encore plus fréquentes. Le 4 septembre 1943 par exemple, le *Defender* publia un article sur les « trois cents habitants du quartier de Woodlawn dans le South Side » qui réclamaient la protection de la police contre « une série d'attaques, pour la plupart nocturnes, lancées par des voyous non identifiés, qui terrifiaient la communauté »⁴. De telles protestations se multiplièrent au cours des années suivantes, alors que des foules racistes continuaient de descendre dans la rue pour empêcher ce que beaucoup de Blancs considéraient comme l'« invasion raciale » de leurs quartiers⁵.

De fait, parmi les forces qui participèrent à la construction de ce que l'historien Arnold Hirsch a appelé le « deuxième ghetto » dans les années 1940 et 1950, il faut citer en premier lieu cette forte mobilisation des associations de propriétaires, des foules de résidents et des gangs de jeunes qui harcelaient et menaçaient les Afro-Américains tentant de s'installer dans les quartiers blancs (des tactiques rendues possibles par la réticence, voire le refus catégorique de la police d'arrêter les auteurs de ces crimes⁶). Si, comme l'a affirmé Hirsch, les années 1940 furent bien une « période de violence cachée », en raison du silence relatif des élus municipaux, ainsi que des grands journaux de la ville sur ces actions menées contre

(3) *Chicago Defender*, 31 juillet 1943.

(4) *Chicago Defender*, 4 septembre 1943.

(5) Pour une analyse du comportement de la police face aux foules racistes qui protestaient contre l'installation de Noirs dans les quartiers blancs, voir Arnold Hirsch, *Making the Second Ghetto: Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, p. 97-98.

(6) A. R. Hirsch, *Making the Second Ghetto...*, op. cit.

(1) U.S. Bureau of the Census, recensement des années 1940 et 1950.

(2) *Chicago Defender*, 20 février 1943, 6 mars 1943, 22 mai 1943, 31 juillet 1943.

les Noirs, le *Chicago Defender* publiait toutefois régulièrement des articles consacrés à ces campagnes de terreur et à la passivité de la police. Le récit de ces événements soulignait systématiquement la présence de groupes de policiers sur le lieu des attaques et certains articles les accusaient même de complicité avec les agresseurs, ou d'avoir délibérément omis de dresser un rapport sur les violences dont ils avaient été les témoins¹.

La passivité de la police donnait occasionnellement lieu à des rencontres entre les représentants de la communauté noire et les dirigeants de la police, ou encore à des requêtes officielles. Par exemple, lorsqu'en 1958 une foule de plus de cent jeunes attaqua violemment des élèves noirs devant le lycée de Lindbloom, des parents noirs gagnèrent immédiatement l'établissement pour rencontrer les dirigeants de la police et les responsables scolaires². Toutefois, les actions de ce type demeuraient généralement isolées, bien que la couverture qu'en proposait le *Defender* contribuât à développer un sentiment partagé d'indignation parmi la communauté noire face au comportement de la police. La puissance de ce sentiment se révéla lors de l'immense manifestation de 1955 contre le silence de la mairie face aux attaques perpétrées pendant plus de deux ans par des foules racistes composées d'habitants blancs des Trumbull Park Homes, des logements sociaux que la directrice de la Chicago Housing Authority (CHA, Autorité du logement de Chicago), Elizabeth Wood, essayait alors d'intégrer. Quelque cinq mille manifestants en colère défilèrent devant la mairie afin d'exiger du maire, Martin Kennelly, qu'il

protégeât les droits des Noirs et prît position contre la foule raciste³.

La délinquance juvénile dans le ghetto

La question du rôle de la police dans le Chicago noir avait également un autre visage, celui-ci tourné vers la communauté afro-américaine et vers ce que certains percevaient comme des problèmes pervertissant « la race ». Au moment même où paraissaient des récits condamnant la passivité de la police face aux attaques des foules racistes de Blancs, le *Defender* publiait également des articles qui reprochaient à la police son laxisme et son manque de fermeté dans le ghetto. Les discours de ce type se multiplièrent pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque le tissu social des quartiers noirs de la ville fut profondément transformé par l'arrivée d'un grand nombre de migrants noirs du Sud. Alors que les angoisses liées au départ des pères vers le front et à l'entrée des mères dans le monde du travail nourrissaient le spectre d'une crise de la délinquance juvénile à l'échelle nationale, le Chicago noir se vit obligé de réfuter les théories qui faisaient de la race un facteur d'explication du taux de criminalité élevé dans la communauté afro-américaine. En décembre 1942, le *Defender* publia en première page une série d'articles sur ce sujet (le deuxième s'intitulait par exemple « la réfutation de la théorie raciale comme cause de la délinquance juvénile »), rédigés par Ernest Burgess, le célèbre sociologue de l'école de Chicago⁴. Toutefois, dans la presse noire, les essais de ce type se mêlaient à des articles sensationnalistes sur la criminalité dans le ghetto, qui pointaient du doigt les nouveaux migrants pauvres venus du Sud des États-Unis et le danger qu'ils

(1) Voir, par exemple, *Chicago Defender*, 5 juillet 1947, 2 août 1947, 16 août 1947, 28 février 1948, 10 avril 1948, 17 avril 1948, 8 mai 1954, 15 mai 1954, 12 novembre 1955, 25 août 1956, 31 juillet 1957, 2 juillet 1958, 27 septembre 1958, 29 novembre 1958.

(2) *Chicago Defender*, 27 septembre 1958.

(3) Sur l'affaire des Trumbull Park Homes, voir Arnold R. Hirsch, « Massive Resistance in the Urban North: Trumbull Park, Chicago, 1953-1966 », *Journal of American History*, 82, 1995, p. 522-550.

(4) *Chicago Defender*, 26 décembre 1942.

représentaient pour la respectabilité de la communauté noire dans son ensemble. Au cours des années qui suivirent, le *Defender* mit en avant les « gangs de jeunes » qui vendaient de la drogue, se retrouvaient pour fumer de la marijuana, commettaient des vols et s'entretenaient. En mai 1944, par exemple, les rédacteurs en chef du journal dénonçaient « le nombre croissant de jeunes délinquants incontrôlables qui grossissent les rangs des gangs de voyous prêts à commettre tous les crimes possibles et imaginables¹ ».

À la fin de la guerre, l'idée selon laquelle la délinquance juvénile avait atteint un niveau critique était tellement ancrée parmi les représentants de la communauté noire qu'un consensus s'était forgé autour de la nécessité de renforcer le maintien de l'ordre. S'il existait des opinions divergentes quant aux facteurs à l'origine de cette crise, tous les leaders de la communauté reconnaissaient la gravité du problème et s'accordaient pour dénoncer le laxisme de la police. En 1945, dans le cadre d'une campagne visant à améliorer les rapports entre la police et la communauté noire, la Chicago Crime Commission (Commission de Chicago sur la criminalité), une agence municipale chargée d'améliorer les services policiers locaux, interrogea plusieurs dirigeants de la communauté noire concernant la vie dans le secteur de police numéro cinq, autrement dit le cœur de la vie nocturne du ghetto. Si la plupart des personnes interrogées expliquaient la forte criminalité du ghetto par des facteurs structurels, un grand nombre mentionnaient également la prévalence du vice et exigeaient davantage de fermeté de la part de la police. Le révérend J. M. Evans, par exemple, pointait du doigt les « personnes qui s'installent à Chicago depuis les zones rurales du Sud du pays », et le président de la Chicago Urban League (Ligue

urbaine de Chicago, CUL) Frayser T. Lane, pourtant l'un des défenseurs les plus acharnés des droits des Noirs, faisait le lien entre le taux de criminalité et les remises en question « de la bonne morale dans la communauté », tout en affirmant que « le département de police était pleinement responsable de la situation actuelle »².

Au milieu des années 1950, alors qu'une sous-commission du Sénat enquêtait sur le rôle des bandes dessinées dans l'émergence d'une soi-disant crise de la délinquance juvénile à l'échelle nationale, les inquiétudes du Chicago noir quant à sa jeunesse se transformèrent en véritable panique. En 1955, le *Defender* utilisait ainsi le terme de « terroristes juvéniles » aussi bien pour désigner les gangs de jeunes blancs qui s'attaquaient aux Noirs, que pour évoquer les « adolescents de notre communauté, les jeunes Noirs, dont un grand nombre sont des migrants venus du Sud, qui apportent avec eux une agressivité refoulée, attisée par les souvenirs et les expériences de leurs parents, et qui, sous l'emprise de l'atmosphère de liberté qui règne par comparaison dans le Nord du pays, deviennent de véritables voyous, voire bien pire³ ». C'est dans ce contexte que le *Defender*, non content de rendre compte des crimes qui secouaient la communauté, se mit à proposer des enquêtes de terrain. Dans une série d'articles publiés au printemps 1957, un reporter du journal racontait ainsi comment il avait pu observer de l'intérieur les efforts de la police visant à « éliminer les Clovers, un gang qui terrorisait le West Side depuis plusieurs années⁴ ». Si le *Defender* qualifiait ses deux cents membres de « voyous », un travailleur social en charge

(2) CHM, Memorandum for Operating Director, RE : Fifth District Crime Survey, 18 juin 1945, collection Virgil W. Peterson, série 3, boîte 58, dossier 4 ; 20 juin 1945, collection Virgil W. Peterson, série 3, boîte 58, dossier 4.

(3) *Chicago Defender*, 13 juin 1956.

(4) *Chicago Defender*, 11 mai 1957, 13 mai 1957.

(1) *Chicago Defender*, 27 mai 1944.

de ce gang affirmait que la plupart d'entre eux étaient simplement des jeunes issus de la classe ouvrière qui, parce qu'ils traînaient dans les rues et se bagarraient avec les gangs rivaux, avaient écopé de multiples mentions de « troubles à l'ordre public¹ » sur leurs casiers judiciaires. Ce chef d'accusation recouvrait une vaste gamme de délits. À la fin des années 1950, il était souvent sollicité de manière arbitraire par des policiers racistes à l'encontre de jeunes Noirs qui traînaient dans les rues. En 1958, les Noirs, qui représentaient environ 22 % de la population de la ville, constituaient ainsi plus de 44 % des personnes accusées de « troubles à l'ordre public » ; en 1964, alors que les combats pour les droits civiques se multipliaient dans les quartiers du South Side et du West Side, y compris dans la zone d'influence des Clovers, le nombre d'Afro-Américains embarqués par la police pour « troubles à l'ordre public » augmenta de près de 61 %. Au total, les Noirs représentaient 56 % des cas à l'échelle de la ville².

Cette augmentation drastique pendant la période 1958-1964 était due à deux facteurs liés entre eux. Le premier fut l'arrivée en 1960 d'un nouveau chef de la police, Orlando W. Wilson, qui doubla le budget du département, augmenta le nombre de policiers de proximité et mit en œuvre une politique de fouilles généralisées (*stop-and-frisk policy*), dont la conséquence logique fut la multiplication des confrontations entre la police et les jeunes³.

(1) CHM, Welfare Council of Metropolitan Chicago (WCMC), boîte 227, dossier 2, Clovers, Norman Feldman, Monday, 7/15, et lettre adressée à Catherine Richards, coordinatrice, Hard To Reach Youth Project, à Norman Feldman, directeur, Hard To Reach Youth Project, 23 juin 1958.

(2) Harold Washington Library Center, Police Department, City of Chicago, *Annual Report : Year Ending December 31, 1958*, p. 8 ; Chicago Police Department, *Chicago Police Statistical Report 1965*, p. 13.

(3) Sur la politique des fouilles généralisées (*stop-and-frisk policy*) menée par Wilson, voir William J. Bopp, *O. W. Wilson and the Search for a Police Profession*, Port Washington, National University Publications/Kennikat Press, 1977, p. 111.

Le deuxième fut l'émergence de nouvelles formes de prise de conscience politique parmi la jeunesse du ghetto, ce qui la rendit plus susceptible de combattre les injustices dont elle était victime. Si aux yeux du *Defender* et de ses lecteurs de la classe moyenne, les membres des Clovers étaient des voyous sans aucun message politique, il est pourtant évident que ces jeunes faisaient le lien entre les injustices qu'ils rencontraient dans leur vie quotidienne et celles que le mouvement des droits civiques combattait dans le Sud des États-Unis. En avril 1958, par exemple, quelques mois seulement après l'épisode de Little Rock dans l'Arkansas, où des Blancs s'étaient opposés à la déségrégation du lycée de la ville, les Clovers ripostèrent aux attaques perpétrées par des Blancs contre des élèves noirs du lycée Marshall et s'indignèrent de l'absence de réaction de la police⁴.

De fait, les altercations entre les forces de l'ordre et les jeunes Noirs du ghetto contribuaient à la radicalisation de ces derniers. Si la rue constituait le lieu par excellence où les jeunes hommes de la classe ouvrière pouvaient prouver leur virilité à coups de poing dans des bagarres qui les opposaient à d'autres jeunes de leur âge, c'était aussi, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, un terrain où les rencontres avec la police étaient de plus en plus fréquentes et tendues. À titre d'exemple, deux officiers du quartier de Lawndale dans le West Side firent l'objet d'une enquête fédérale, suivie d'une condamnation, pour avoir attaché à un poteau James Halsell, l'un des membres du gang des Clovers, avant de lui fouetter le dos à coups de ceinture⁵. Cet incident donnait un

(4) CHM, WCMC, boîte 696, dossier 1, Record of Meeting of Hard To Reach Youth Project Workers, 11 avril 1958 ; boîte 217, dossier 2, CYC Report, Worker, Norm Feldman, Conference with Captain Enright, Fillmore Police Station, 4 avril 1958.

(5) Pour davantage de détails sur l'affaire Halsell, voir CHM, WCMC, boîte 227, dossier 2, Norman Feldman, Work with the Clovers, Summary of Contacts from Thursday - 6/27/57

aperçu de la campagne de harcèlement gratuit menée par la police qui, d'après le témoignage d'un travailleur social, consistait par exemple à forcer les jeunes à enlever les foulards qu'ils nouaient sur leur tête ou à déchiqueter leurs cigarettes¹.

Deux ans plus tard, lorsqu'Orlando W. Wilson mit en place sa nouvelle politique de fouilles au corps, la tension monta encore d'un cran dans les rues du ghetto. En 1961, un membre de l'Illinois Youth Commission (Commission préposée à la jeunesse de l'Illinois), après une nuit passée à Lawndale aux côtés de travailleurs sociaux qui œuvraient auprès des gangs, dénonça par exemple « l'attitude immorale de la police » qu'il avait vu maltraiter deux garçons et fouiller un autre groupe de jeunes². Cette même année, Wilson donna l'ordre d'« éradiquer tous les gangs » et créa une unité spéciale à cette fin³. Cependant, l'initiative la plus importante de Wilson fut sans doute de recruter davantage de policiers noirs, une décision qui était censée améliorer les relations entre le département de police et les communautés afro-américaines, mais qui, en réalité, contribua très probablement à répandre l'usage de pratiques policières agressives dans les quartiers noirs⁴. Sous sa direction, de célèbres policiers noirs comme James « Gloves » Davis reçurent carte blanche pour faire régner l'ordre dans les rues du ghetto au début des années 1960. Davis, qui, quelques années plus tard, allait participer au fameux

raid mené contre les Black Panthers de l'Illinois, devait son surnom au fait qu'il avait l'habitude de porter un gant noir lorsqu'il frappait. Alors que les critiques contre les « oncles Tom » se répandaient dans le ghetto, l'idée selon laquelle l'emploi de policiers noirs pouvait faciliter les opérations de la police s'avéra rapidement illusoire. La violence policière était en passe de devenir un problème explosif dans les communautés pauvres du Chicago noir.

Les nouvelles troupes de choc de la politique contestataire noire

Pour comprendre pourquoi le comportement de la police devint le moteur principal de la mobilisation collective à cette époque, il faut souligner les transformations idéologiques qui travaillaient la culture adolescente noire du ghetto. Parce qu'ils avaient tendance à traîner dans les rues et dans les autres espaces publics de la ville, les jeunes étaient plus souvent en contact avec la police que les autres habitants du quartier. Cependant, si ces rencontres étaient fréquentes, elles n'étaient pas toujours involontaires. Bien avant que les leaders du Black Power ne popularisent l'idée selon laquelle la violence policière devait être combattue par la violence, les méthodes agressives de la police de Chicago avaient déjà incité les jeunes à la riposte, ce qui leur donnait l'occasion de prouver leur virilité et de s'arroger le statut de défenseurs de la communauté. Résister à la police offrait ainsi les mêmes formes de valorisation que les bagarres entre gangs, à la différence près que cette première forme de résistance pouvait conduire à une prise de conscience politique.

Au début des années 1960, le potentiel politique de ces affrontements devenait de plus en plus évident aux yeux des militants pour les droits civiques de la ville, en particulier pour Lawrence Landry, qui allait devenir en 1964 le dirigeant de l'organisation ACT. En réalité,

through Thursday – 7/24/57 ; Chicago Youth Centers Papers (CYC), boîte 1, Minutes of the Board of Directors, Chicago Youth Centers, 20 mars et 29 mai 1958.

(1) CHM, WCMC, boîte 227, William C. Watson, Jr., Conference with Captain Enright of the Fillmore Police Station, 11/14/58, et Norman Feldman, Work with the Clovers, Summary of Contacts from Thursday, 6/27/57 through Thursday, 7/24/57.

(2) CHM, CYC, boîte 1, dossier 1, Minutes of the Board of Directors of the Chicago Youth Centers, 18 mai 1960.

(3) *Chicago American*, 7 septembre 1961.

(4) « Four Decades of Policing in Chicago », *Police Forum*, 4 (4), octobre 1994, p. 7.

l'idée selon laquelle les jeunes du ghetto constituait l'avant-garde potentielle de la politique contestataire noire avait acquis une certaine popularité à cette époque. Dans un entretien publié dans la *Monthly Review* en mai 1964, Malcolm X affirmait qu'il fallait placer « l'accent » sur la jeunesse dans la lutte pour l'auto-gestion de la communauté noire, « parce que ce sont les jeunes qui sont le moins impliqués dans ce système corrompu et qui peuvent donc le regarder de la manière la plus objective¹ ». Une telle affirmation était particulièrement appropriée dans le contexte de Chicago, où le combat pour les droits civiques se heurtait à la résistance obstinée des conseillers municipaux noirs, surnommés les « six silencieux » en raison de leur loyauté quasi absolue envers le maire de la ville.

C'est à cette époque, alors que le mouvement de boycottage des lycées s'essouffait et que le Coordinating Council of Community Organizations se divisait autour de la stratégie à adopter face au refus de l'administration Daley de négocier sur les questions scolaires, que Lawrence Landry se sépara du Conseil. À la fin du mois de juin 1964, plusieurs jours après la tenue d'un grand meeting rassemblant plus de soixante-dix mille personnes afin de célébrer le passage de la loi de 1964 sur les droits civiques, l'organisation de Landry, ACT, organisa sa première action de protestation de grande envergure : une manifestation contre la brutalité policière qui dura trois jours et rassembla des centaines de jeunes. Ce qui ne devait être à l'origine qu'une marche contre la violence policière, dont la destination finale était le poste de police situé au 1121 South State Street, prit en effet une tournure lorsque la police arrêta plusieurs dirigeants de l'ACT pour avoir manifesté sans

autorisation préalable. Pendant les deux soirées qui suivirent la manifestation, les contestataires se rassemblèrent autour du poste de police du deuxième district, au carrefour de la 48^e Rue et de Wabash, et exigèrent la libération de Landry, refusant de se disperser même après que la police eut commencé à les arrêter en grand nombre².

Le choix d'ACT de cibler la brutalité policière correspondait bien à sa stratégie de radicalisation des jeunes du ghetto, mais l'organisation de Lawrence Landry n'était pas la seule à vouloir tirer partie de ce problème afin de grossir les rangs de la contestation. Entre l'automne 1963 et le printemps 1964, au moment même où les boycottages des lycées de la ville se multipliaient, le Congress of Racial Equality organisa plusieurs manifestations contre les violences policières à San Francisco, Syracuse, Cleveland et Brooklyn³. À l'été 1964, la question de la brutalité policière était devenue l'enjeu central du programme particulièrement agressif qu'ACT entendait mener, et ce pour différentes raisons. En premier lieu, à une époque où les organisations comme ACT ou le Congress of Racial Equality essayaient de concilier la philosophie de la non-violence et les appels à l'autodéfense armée lancés par des leaders comme Malcolm X ou Robert F. Williams, de plus en plus écoutés, les actions directes de protestation contre la brutalité policière semblaient être un bon moyen de riposter aux abus des forces de l'ordre, sans pour autant recourir à la violence.

En réalité, ACT ne se départit de son attachement initial à la non-violence qu'à l'été 1965. Alors que la campagne anti-Willis menée

(2) CHM, ACT, CPRS, série 2, boîte 156, dossier 973, Investigator's Report, Intelligence Division, Chicago Police Department, 1^{er} juillet 1964.

(3) August Meier et Elliott Rudwick, *CORE : A Study in the Civil Rights Movement*, Urbana, University of Illinois Press, 1973, p. 250-251.

(1) A. B. Spellman, « Interview with Malcolm X », *Monthly Review*, 16 (1), 1964, p. 1-11.

par le Coordinating Council of Community Organizations battait de l'aile, Lawrence Landry chercha de nouveau à exploiter la colère grandissante des jeunes contre le harcèlement policier, en mobilisant cette fois-ci ceux du quartier de Kenwood dans le South Side. Le 14 juillet, ACT rassembla des centaines d'adolescents devant le poste de police du deuxième district afin de protester contre la brutalité policière. Dans son compte rendu sur la manifestation, un policier en civil affirma avoir entendu les membres de l'organisation évoquer la possibilité de se tourner vers « des méthodes de protestation plus violentes¹ ». Ce qui se déroula ensuite dans West Garfield Park vint confirmer ces propos. Le 18 juillet, une nouvelle manifestation contre la police dégénéra lorsqu'une centaine d'adolescents se mirent à jeter des pierres sur la police et s'en prirent violemment à trois passants. Preuve des liens qui existaient entre les jeunes et les habitants du quartier, la foule grandit rapidement jusqu'à atteindre deux mille personnes, dont plusieurs jetaient des pierres et des bouteilles en direction du poste de police. Lorsque les manifestants se dispersèrent, deux policiers étaient hospitalisés et dix-neuf voitures de police avaient été endommagées².

Le même jour, le dirigeant du Coordinating Council of Community Organizations, Albert Raby, conduisit une manifestation pacifique contre le surintendant Willis. Une centaine de personnes défilèrent depuis Grant Park jusque dans le South Side. Malgré l'arrestation de trois manifestants accusés d'avoir fait obstacle à la circulation et l'annonce d'une rencontre imminente entre le Coordinating Council of Community Organizations et Martin Luther

King, la manifestation ne suscita pas beaucoup d'enthousiasme. Par contraste, ce qui s'était passé à Garfield Park avait semé les graines de la rébellion. Les pancartes brandies par les manifestants devant le poste de police du deuxième district donnaient un indice des raisons qui avaient poussé plus de deux mille personnes à s'y rassembler : « Les Noirs doivent contrôler les quartiers noirs », pouvait-on lire sur ces dernières. En s'attaquant au problème de la brutalité policière, la révolte d'ACT entendait en effet transformer le combat pour les droits civiques en lutte pour l'autogestion de la communauté. Trois semaines plus tard, le 13 août 1965, au moment même où l'émeute de Watts à Los Angeles, qui allait se solder par 34 morts, 1 032 blessés et 3 438 arrestations, entraînait dans sa troisième journée, de nouveaux troubles secouèrent le quartier de Garfield Park dans le West Side. Lorsqu'un camion de pompiers, parti à toute allure d'une caserne du quartier, fit une embardée et tua une jeune femme noire de vingt-trois ans, des centaines de jeunes sortirent dans la rue pour affronter la police, donnant le signal de deux journées d'émeutes qui firent une soixantaine de blessés et aboutirent à plus d'une centaine d'arrestations. Dans le contexte de l'émeute de Watts (qui avait démarré dans des circonstances similaires, à la suite d'un contrôle routier qui avait mal tourné), la lutte entre les jeunes et la police pour le contrôle de la communauté noire à Chicago occupa soudain le devant de la scène.

La montée des divisions au sein du mouvement des droits civiques

Les événements de Garfield Park donnaient à voir le nouveau visage de la lutte pour les droits civiques à Chicago. Si, au début de l'année 1964, le Coordinating Council of Community Organizations constituait une coalition fragile, en proie à des divisions internes, le « mouvement » qu'il avait cherché à mener s'appuyait

(1) CHM, CPRS, dossier 973-A/ACT, 1965-1967, boîte 156, Human Relations Section, ACT March and Demonstration, 14 juillet 1965.

(2) *Chicago Tribune*, 19 juillet 1965 ; *Chicago Sun-Times*, 19 juillet 1965 ; *Chicago Defender*, 23 juillet 1965.

toutefois sur une large base et rassemblait des parents, des étudiants, des dirigeants religieux, des élus municipaux et un ensemble d'organisations. De fait, contrairement à la brutalité policière, la ségrégation scolaire était un thème fédérateur. Le boycottage des établissements scolaires, qui s'était répandu dans toute la ville en octobre 1963, était parti d'un mouvement de protestation organisé par des parents d'élèves. Après les émeutes de Garfield Park, les mobilisations locales de ce type cessèrent, tandis que la lutte pour le contrôle de la communauté menée par les jeunes du ghetto, souvent avec la participation active des gangs, prenait la police pour cible.

L'apparition des gangs de rues sur le terrain de la politique contestataire noire fut un élément clé du glissement opéré vers la brutalité policière et l'autodéfense. Comme l'indiquait la campagne du *Defender* contre les Clovers en 1957, ces institutions suscitaient une forte indignation, et leur image ne s'améliora guère dans les années suivantes. Le mouvement pour l'amélioration des écoles de la ville avait en partie pris de l'ampleur car les Noirs de Chicago, dont un grand nombre étaient nés dans le Sud, considéraient l'accès à une bonne éducation comme l'une des « promesses » de la vie dans le Nord. Au milieu des années 1960, beaucoup d'entre eux commençaient à penser que les gangs étaient l'une des raisons pour lesquelles cette promesse n'était pas tenue. Or, si les gangs se battaient dans la rue au nom de la communauté, ils démolissaient aussi les écoles dans le cadre de leurs affrontements violents pour le contrôle du territoire, ce qui attisait la défiance à leur égard d'une partie de la communauté noire. En septembre 1966, par exemple, des violences entre les Blackstone Rangers et les Disciples autour du lycée Hyde Park à Woodlawn donnèrent lieu à une baisse de 25 % de la fréquentation de l'établissement, car de nombreux parents choisirent de laisser

leurs enfants à la maison. Après le meurtre d'un boy-scout du quartier, un groupe appelé les « Parents inquiets de Woodlawn » exigea de la police qu'elle restreigne les activités des Rangers. Le 26 septembre, lors d'une rencontre avec la police organisée à Woodlawn, un quartier sous la coupe des Disciples, les habitants du quartier demandèrent des mesures répressives et applaudirent à tout rompre lorsqu'une personne s'écria : « Au diable les accusations de brutalité policière, utilisons enfin la force contre ces petites brutes¹ ! » L'été précédent, les Blackstone Rangers avaient marché contre la ségrégation aux côtés de Martin Luther King dans les quartiers racistes du Southwest Side ; ils avaient alors été salués pour avoir maintenu le calme dans le South Side quand, au même moment, une violente rébellion éclatait dans le West Side. Toutefois, une partie importante de la communauté restait persuadée que les gangs ne pouvaient pas être à la tête d'un mouvement pour la justice raciale.

Les gangs de Chicago n'étaient pas les seules organisations à susciter la colère des leaders de la communauté noire, pour qui la non-violence demeurait la meilleure approche. Attirés par l'importance croissante accordée à la question de la brutalité policière à Chicago, les Deacons (diacres) for Defense and Justice, une organisation d'autodéfense noire, annoncèrent leur intention de fonder une section à Chicago à l'automne 1965. Si les Deacons avaient principalement concentré leur action sur la lutte contre le Ku Klux Klan dans le Sud, les dirigeants de l'organisation affirmèrent que la section de Chicago se focaliserait sur l'autodéfense et la brutalité policière².

(1) Noble de Salvi, « Angry Demand for Police Crackdown », *Daily Calumet*, 28 septembre 1966.

(2) *Chicago Daily News*, 15 octobre 1965. Sur les Deacons for Defense and Justice, voir Lance Hill, *The Deacons for Defense : Armed Resistance and the Civil Rights Movement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006.

La réaction des représentants de la communauté noire, clairement affichée dans un article du *Defender* intitulé « Les leaders rejettent le projet des Deacons de s'installer à Chicago », fut très négative. « Nous ne frayons pas avec ce genre de personnes », affirma le syndicaliste Timuel Black, tandis que le révérend Lynward Stevenson, président de la très militante Woodlawn Organization, l'un des groupes les plus engagés dans le mouvement de boycottage des établissements scolaires, affirma dans un entretien avec le *Defender* : « Ils ignorent tout des questions liées au maintien de l'ordre et des moyens ordinaires de lutte pour obtenir justice¹. » Toutefois, les Deacons, avec l'aide de Fats Crawford, un militant du West Side, poursuivirent leurs activités à Chicago jusqu'à l'été 1966, lorsque leur présence parmi d'autres organisations de lutte pour les droits civiques comme la West Side Organization et ACT suscitèrent une forte controverse, en particulier après la mi-juillet, quand une autre rébellion éclata, qui nécessita l'intervention de la garde nationale afin de ramener le calme et se solda par deux morts, cinquante-sept blessés et cinq cents trente-trois arrestations. Élément peut-être encore plus crucial dans l'histoire tragique de la mobilisation pour les droits civiques à Chicago pendant cette période, la rumeur selon laquelle les Deacons allaient participer aux marches contre la ségrégation résidentielle (*open housing marches*) organisées par Martin Luther King en juillet et en août, aux côtés de gangs comme les Blackstone Rangers, conduisit un grand nombre de sympathisants à rester chez eux. Ces manifestations ne réunirent qu'entre cinq cents et mille deux cents manifestants chacune et elles ne parvinrent pas à projeter l'image d'une communauté noire soudée, ce dont King avait besoin pour forcer le maire à s'asseoir à la table des négociations.

(1) *Chicago Defender*, 18 octobre 1965.

Bien plus puissant fut le message envoyé par les milliers de Blancs qui accueillirent les manifestants avec des jets de bouteilles et des insultes racistes.

Au début de l'année 1964, le combat pour les droits civiques à Chicago avait semblé capable de renverser l'ordre racial injuste qui régnait dans la ville. À l'automne 1967, cette opportunité s'était évaporée, une situation en grande partie due à l'émergence de la police comme cible principale de la politique contestataire noire. À l'été 1965, les militants commencèrent à concentrer leur énergie sur l'organisation d'actions directes qui impliquaient des confrontations avec la police. L'apparition de la brutalité policière comme élément clé de la mobilisation à cette époque était liée à la diffusion de l'idée que le combat des Noirs pour leurs droits était une lutte pour le contrôle de leur propre communauté. La nature arbitraire et injuste des tactiques policières utilisées dans les communautés noires symbolisait de manière directe le manque de contrôle que ressentaient les Afro-Américains, en particulier les jeunes des rues. Si cette réorientation stratégique fut positive en termes de mobilisation, dans la mesure où elle réinjecta de l'énergie à un mouvement qui semblait s'essouffler face au refus de la municipalité de céder sur la question scolaire, elle eut également un certain nombre de conséquences négatives pour la cause plus large des droits civiques à Chicago.

En premier lieu, la rébellion contre la police transforma le visage du mouvement, car elle poussa dans la rue un nouveau type de militants, les jeunes, dont un bon nombre fréquentait les gangs que la presse noire diabolisait depuis plusieurs décennies. Au début des années 1960, alors que la police de Chicago intensifiait sa lutte contre les gangs et que les dernières nouvelles du combat pour les droits civiques étaient le sujet de toutes les conversations, les rencontres entre la police et les jeunes Noirs

priront peu à peu une dimension politique. Cependant, si ces altercations contribuaient à radicaliser les jeunes, d'autres membres de la communauté noire, influencés par une vague de reportages consacrés au caractère pathologique de la délinquance juvénile noire, se refusaient à les considérer comme une autre forme de combat pour les droits civiques. En effet, à partir du moment où les confrontations avec la police occupèrent le devant de la scène en 1965, les parents cessèrent de sortir dans la rue, et la lutte pour les droits civiques commença de ressembler davantage à un mouvement de jeunesse qu'à une grande campagne portée par toute une communauté. Cette situation se poursuivit jusqu'à l'automne 1968, lorsqu'une organisation étudiante noire appelée la New Breed (la nouvelle race) lança à nouveau un mouvement de boycottage afin de dénoncer les injustices que continuaient de subir les élèves noirs dans leurs écoles. Là encore, les parents se tinrent largement à l'écart de la mobilisation. Interrogé au sujet de l'incapacité de la New Breed à élargir ses revendications au-delà de la question de la ségrégation des écoles, et à étendre son action à d'autres quartiers, le président de la Woodlawn Organization, le révérend Arthur Brazier, s'exclama : « Nous ne pouvons pas rester les bras croisés et les laisser mener ce combat tout seuls¹. » Le lendemain, le directeur exécutif de la Chicago Urban League, Edwin C. Berry, exprima tout haut ce que beaucoup de Noirs d'un certain âge devaient penser tout bas, lorsqu'il affirma au *Sun-Times* qu'il ne cautionnait pas les actions de ceux qui voulaient embarquer les élèves « dans des initiatives potentiellement répréhensibles² ». Les propos de Berry étaient vagues, mais la plupart des gens comprirent qu'ils s'adressaient aux gangs de rues comme les Blackstone Rangers et à la

section de l'Illinois du Black Panther Party qui venait d'être fondée³.

Cependant, si la brutalité policière posait de vrais problèmes pour l'organisation d'un mouvement rassemblant une large base de militants, ce thème de mobilisation impliquait également de grandes difficultés pour ceux qui s'impliquaient dans la lutte. Les manifestations contre la police n'avaient que peu de chances de mener à des victoires tangibles, même d'ordre symbolique. Certes, il était relativement aisé de rassembler des manifestants après une bavure policière, mais ces mobilisations n'avaient pas d'impact sur la manière dont se comportaient les forces de l'ordre. Quand bien même ces actions entraînaient une diminution du nombre de cas de brutalité policière, il était difficile de faire de l'absence de violence une victoire concrète. En tant que telle, la brutalité policière ne pouvait donc engendrer que les formes les plus défensives de la politique contestataire. Les manifestations contre la police revenaient, pour la plupart d'entre elles, à se mobiliser pour le principe de se mobiliser. Comme ces actions impliquaient un risque important d'être arrêté, l'absence de résultats concrets contribua à réduire les rangs des contestataires.

Rétrospectivement, la réorientation du mouvement des droits civiques vers des revendications ciblant la police convenait parfaitement aux intérêts de la classe politique de la ville, dont le principal souci était d'empêcher les remises en question de l'ordre politique établi. La répression policière agressive de la criminalité noire à la fin des années 1950 et au début des années 1960 qui, dans une grande mesure, était le produit d'un retour de bâton sécuritaire

(3) Paradoxalement, en 1968, le Black Panther Party, qui avait abandonné la mention de l'autodéfense dans son nom officiel (Black Panther Party for Self-Defense), essayait de mettre en avant son programme économique plutôt que son objectif de défendre la communauté contre la police.

(1) *Chicago Daily News*, 15 octobre 1968.

(2) *Chicago Sun-Times*, 17 octobre 1968.

issu de la communauté noire elle-même, fut l'antidote idéal pour étouffer les revendications de justice raciale. Au bout du compte, le département de police n'était que trop heureux de se saisir de l'opportunité que lui offraient les actions menées par les jeunes du ghetto contre la police pour accentuer la répression. Si un certain nombre de grandes organisations noires, comme le People United to Save Humanity (PUSH) du révérend Jesse Jackson, dénoncèrent cette vague de répression, la multiplication des actions contre la police avait toutefois déjà contribué à semer le trouble dans la communauté afro-américaine. Les gangs étaient tenus pour responsable des destructions engendrées par l'émeute du West Side en 1966, et la visibilité croissante des chefs de gangs parmi les participants aux manifestations contre la police rendait de plus en plus difficile une mobilisation large autour d'une cause fondée sur des altercations physiques dans les rues du ghetto. La multiplication des actions contre la police fournit le prétexte pour la mise en œuvre de la vague de répression intense qui s'abattit en 1969 sur le mouvement des droits civiques : cette année-là, des manifestants noirs furent passés à tabac à l'occasion du dernier sursaut du mouvement lycéen de la ville et la police lança, au petit matin, un raid contre le Black Panther Party de l'Illinois. Ni le terrible spectacle des policiers de Chicago en train de matraquer violemment les élèves noirs du lycée Tilden après l'altercation qui les avait opposés aux élèves blancs de l'établissement, ni l'image du corps criblé de balles de Fred Hampton, le chef des Black Panthers de l'Illinois, ne parvint à déclencher une mobilisation de masse. L'émergence de la police comme cible principale du mouvement des droits civiques avait conduit ce dernier à une impasse¹.

(1) Ces événements eurent lieu malgré la formation, en 1968, de la Ligue des policiers afro-américains (Afro-American

Toutefois, plutôt qu'une stratégie malavisée, la lutte contre la brutalité policière dans les années 1960 fut d'abord une réaction quasi inéluctable aux pratiques policières agressives mises en œuvre dans les années 1950. Les chercheurs qui ont examiné en détail la répression des manifestations par la police ont accordé peu d'attention aux tactiques d'infiltration et de subversion, voire au recours à la violence meurtrière. L'histoire de Chicago indique qu'ils ont négligé une dimension essentielle de ce récit. Ainsi, en 1967, l'administration municipale ordonna le renforcement de la Gang Intelligence Unit qui, dès lors, travailla sans relâche à perturber les liens qui se développaient entre les gigantesques gangs de la ville, qui avaient alors pris le nom de « nations », et les organisations politiques noires comme ACT, le Student Nonviolent Coordinating Committee, les Deacons for Defense et, quelques années plus tard, les Black Panthers. En effet, Fred Hampton était devenu une cible de la police en 1969 car il s'était donné deux objectifs qui inquiétaient fortement l'administration Daley : une alliance entre les gangs du South Side et du West Side et, ce qui était peut-être encore plus impressionnant, une coalition arc-en-ciel (*rainbow coalition*) qui entendait rassembler des organisations noires, portoricaines et blanches². Ces deux projets politiques firent l'objet d'une surveillance policière intense, puis de tentatives de subversion, car ils constituaient une menace réelle pour la suprématie de l'administration

Patrolman's League, AAPL), qui encourageait les policiers noirs à dénoncer les violences policières commises à l'encontre de la communauté noire. Sur l'AAPL, voir Tera Agyepong, « In the Belly of the Beast : Black Policemen Combat Police Brutality in Chicago, 1968-1983 », *The Journal of African American History*, 98 (2), 2013, p. 253-276.

(2) Sur les circonstances autour de ces alliances politiques, voir Andrew J. Diamond, *Mean Streets : Chicago Youths and the Everyday Struggle for Empowerment in the Multiracial City, 1908-1969*, Berkeley, University of California Press, 2009, chap. 6 et épilogue.

Daley à Chicago. De fait, un examen, même rapide, des archives de la Gang Intelligence Unit montre que le département de police de la ville joua un rôle essentiel dans leur mise en échec¹. Si la police de Chicago fut capable de diviser pour conquérir le mouvement des droits civiques en 1968 et 1969, c'est, dans une grande mesure, car ce dernier avait profondément changé : galvanisé par les actions contre la police, il s'agissait désormais d'une révolte de la jeunesse noire, déchirée par les rivalités entre gangs, et qui ne bénéficiait que d'un soutien limité dans le ghetto.

(traduit de l'anglais par Elsa Devienne)

Andrew Diamond,
Université Paris-IV, Monde anglophone :
politiques et société (MAPS), 75005, Paris, France.

Andrew Diamond est professeur d'histoire et de civilisation américaines à l'Université Paris-IV où il codirige le centre Monde anglophone : politiques et sociétés (MAPS). Il est l'auteur de *Mean Streets : Chicago Youths and the Everyday Struggle for Empowerment in the Multiracial City, 1908-1969* (University of California Press, 2009) et co-auteur d'une *Histoire de Chicago* (Fayard, 2013). (andrew.diamond@paris-sorbonne.fr)

(1) Les meilleures preuves des activités subversives de la Gang Intelligence Unit se trouvent dans l'immense collection d'archives que l'unité spéciale a laissée derrière elle et qui, à l'issue d'un procès en 1981, a été déposée et mise à la disposition du public au Chicago History Museum.